

Avenant n°1 à la convention opérationnelle d'actions foncières COMMUNE DE POULDREUZIC

SECTEUR « RUE DE QUIMPER - RUE PONT L'ABBE »

Entre

La commune de Pouldreuzic dont le siège est situé 6 rue de la Mairie, 29710 POULDREUZIC, identifiée au SIREN sous le n°212902285, représentée par son Maire, Monsieur Philippe RONARC'H dûment habilité à signer le présent avenant par délibération du conseil municipal en date du 17 novembre 2025, Ci-après désignée "la Collectivité"

D'une part,

Et

L'Etablissement Public Foncier de Bretagne, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, sis 14 avenue Henri Fréville - CS 90721 - 35207 RENNES Cedex 02, identifié au SIREN sous le n° 514 185 792, immatriculé au RCS de Rennes sous le n° 514 185 792, représenté par sa Directrice générale, Madame Carole CONTAMINE, dûment habilitée à signer le présent avenant par délibération du Bureau en date du 25 novembre 2025.
Ci-après désigné "l'EPF Bretagne"

D'autre part,



Préambule

Le 13 novembre 2018, la commune de Pouldreuzic et l'Etablissement Public Foncier de Bretagne ont signé une convention opérationnelle d'actions foncières en vue de la réalisation d'un programme mixte commerce et habitat en cœur de ville.

Aux termes de cette convention opérationnelle, la Collectivité a sollicité l'EPF Bretagne pour l'acquisition de deux biens suite à leur mise en vente. Les propriétés ont été acquises par l'EPF les 8 octobre 2021 et 27 novembre 2021.

La cession initialement prévue à Finistère habitat n'ayant pas pu aboutir, il apparaît nécessaire de prolonger la durée de portage afin de céder le foncier au nouveau porteur de projet selon un calendrier qu'il reste à consolider. Un transfert de permis de construire pourrait avoir lieu au mieux à l'été 2026 entre Finistère Habitat et BREIZHCITE. Une cession en 2027 est probable.

La commune de Pouldreuzic sollicite aujourd'hui l'EPF Bretagne pour la rédaction d'un avenant n°1 afin d'allonger la durée de portage.

Cela exposé, il est convenu ce qui suit

Article 01 – Modifications apportées à la convention opérationnelle d'actions foncières

► L'article 2.2 Durée de la convention – Avenants- Résiliation figurant en page 10 de la convention opérationnelle d'actions foncières du 13 novembre 2018, est désormais rédigé comme suit :

La présente convention opérationnelle prend effet à compter de la date de sa signature par l'ensemble des parties pour se terminer le 25 novembre 2027.

La présente convention pourra faire l'objet, par voie d'avenant, d'ajustements ou de précisions qui s'avèreraient nécessaires à la bonne mise en œuvre du dispositif conventionnel.

La convention peut être résiliée à la demande de la (d'une) Collectivité si elle renonce à son projet. Elle peut être résiliée par l'EPF Bretagne pour non-respect d'une ou de plusieurs clauses de la présente convention. La résiliation ne pourra être décidée que par l'assemblée délibérante de la Collectivité ou le bureau de l'EPF Bretagne. Elle sera notifiée à l'autre ou aux autres partie(s) par un courrier recommandé et sera effective à la première réception de ce courrier par une des parties.

A noter qu'en cas de convention multipartite, les autres parties pourront décider de continuer seules la présente convention. Cette convention pourra alors faire l'objet d'un avenant pour en exclure la partie souhaitant la résilier, ou être résiliée et remplacée par une nouvelle convention opérationnelle.

L'EPF Bretagne établira alors, sous deux mois, un état des frais refacturables et/ou des biens en portage au titre de la présente convention et de leurs coûts de revient. La Collectivité sera tenue de rembourser ces frais et/ou de racheter ces biens à l'EPF Bretagne à leur prix de revient, (éventuellement augmenté de la pénalité prévue à l'article 5.6 de la présente convention sauf exemption accordée par le bureau de l'EPF Bretagne), dans l'année qui suivra la résiliation mais sans pouvoir dépasser la date de fin de la présente convention.

Article 02 – Autres dispositions

Les autres articles et dispositions de la convention opérationnelle d'actions foncières signée le 13 novembre 2018 demeurent inchangés.

Le présent avenant prendra effet à compter de sa signature par les deux parties.

Fait en deux exemplaires originaux,

Page 3 sur 3